

Rapport de Recherche

COMITÉ : Les jeunes dans le monde du travail (OIT 5)

PROBLÉMATIQUE : Comment développer les programmes d'apprentissage pour lutter contre le chômage des jeunes ?

PRÉSIDENTES : Emilie Escot, Aurore Stamatidis, Ava Touboul

PRÉSENTATION DE LA PRÉSIDENTE

Chers délégués, je m'appelle Emilie ESCOT et j'étudie au lycée Aux Lazaristes La Salle à Lyon. J'ai déjà participé à différentes conférences MUN. Cette année nous nous concentrerons sur des problématiques liées à l'emploi, notamment des jeunes. Il est essentiel de trouver des solutions concrètes à ces problèmes qui nous concernent directement. Notre comité débattera donc sur le développement de l'apprentissage pour lutter contre le chômage des jeunes qui est l'une des préoccupations majeures du marché du travail mondial.



MOTS-CLÉS

Programme d'apprentissage : Programme de formation pratique destiné aux personnes qui désirent obtenir une formation professionnelle, tout en travaillant dans leur domaine. Les programmes d'apprentissage requièrent la participation de trois partenaires : l'apprenti, l'employeur et le gouvernement.

Apprenti(e) : Cela correspond à la personne qui suit une formation par l'entremise d'un programme d'apprentissage.

Chômage : Le chômage au sens de l'Organisation Internationale du Travail (OIT) est une situation dans laquelle une personne de 15 ans ou plus n'a pas d'activité rémunérée, est disponible pour travailler et cherche activement un emploi. Selon l'Organisation Internationale du Travail, pour être considéré comme chômeur il faut répondre simultanément à trois conditions: être sans emploi sur une période indéterminée, être disponible pour prendre un emploi dans les deux semaines et avoir recherché activement un emploi au cours des quatre dernières semaines ou en avoir trouvé un qui commence dans moins de trois mois.

Jeunes : Selon la définition de l'Organisation des Nations unies (ONU), les jeunes constituent la tranche d'âge comprise entre 15 et 24 ans. De nombreux pays dans le monde utilisent aussi la limite de l'âge de la majorité (qui correspond généralement à 18 ans) comme élément de référence pour parler de la jeunesse. Dix-huit ans est en effet l'âge à partir duquel un individu est considéré comme adulte et bénéficie d'une égalité de traitement aux termes de la loi (notamment française). Aujourd'hui, 1,2 milliard de jeunes de 15 à 24 ans représentent 16% de la population mondiale. (Rapport mondial sur la jeunesse des Nations unies 2020)

Pauvreté : Selon la Banque Mondiale, toute personne disposant de moins de 2,15 dollars (soit environ 65 dollars de revenu mensuel) par jour est considérée comme vivant dans

FerMUN 2024, Organisation Internationale du Travail

l'extrême pauvreté. D'après les données des Nations Unies, il y a environ 700 millions de personnes vivant dans l'extrême pauvreté dans le monde.

APERÇU GLOBAL

1. Le chômage des jeunes à l'échelle mondiale

a. Constat général

En 2022, environ 73 millions de jeunes n'avaient pas d'emploi. Au total, près de 40,8% de la main-d'œuvre mondiale de jeunes est encore au chômage ou vit dans la pauvreté. (Nations Unies 11 août 2022 "Le chômage des jeunes dans le monde devrait passer à 73 millions en 2022 selon l'OIT"). Selon l'OIT, entre 2019 et 2020, les personnes âgées de 15 à 24 ans ont connu un pourcentage de perte d'emploi bien plus élevé que le reste des travailleurs amplifiant encore aujourd'hui le taux de chômage des jeunes à l'échelle mondiale.

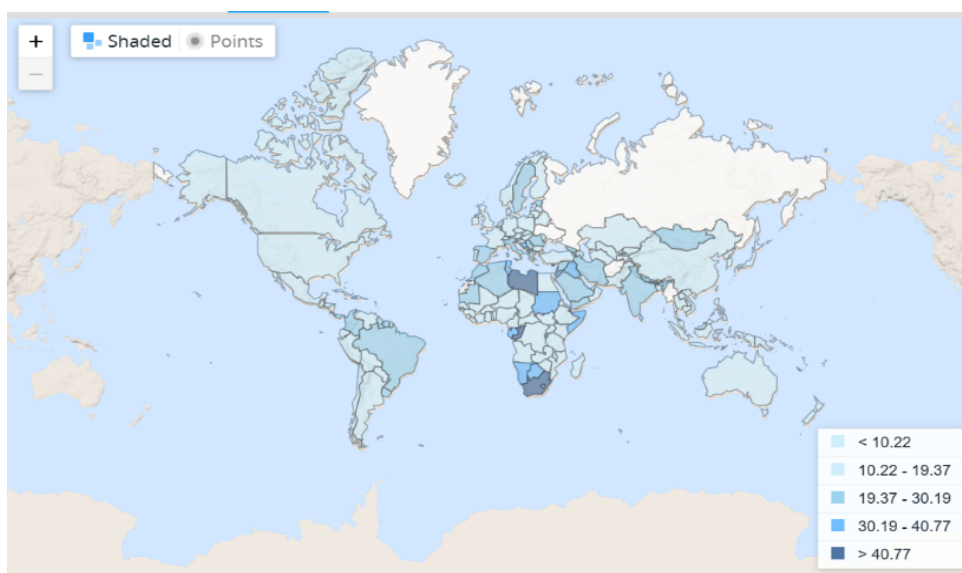


Figure 1 Pourcentage de la population active âgée de 15 à 24 ans dans le monde (estimation modélisée OIT) 2022

b. Lien entre le marché du travail national et le taux de chômage des jeunes

Selon l'OIT, le défi de l'emploi des jeunes est étroitement lié à la situation plus générale, qualitative et quantitative, de l'emploi dans le pays. En effet, si le marché du travail est insuffisamment flexible, c'est-à-dire s'il est soumis à trop de restrictions, cela peut conduire à une accentuation de la précarité mais également du chômage. De plus, un État connaissant une faible activité économique verra ses entreprises réduire leurs effectifs favorisant le chômage, notamment des jeunes salariés. Finalement, si l'offre et la demande de travail à l'échelle du pays sont en inadéquation, cela crée un déséquilibre avec un nombre trop important de demandes d'emploi face à trop peu d'offres de travail. Le marché du travail des jeunes a également ses propres spécificités (transition de l'école au monde du travail,

FerMUN 2024, Organisation Internationale du Travail

manque d'expérience professionnelle...) qui rendent difficile l'entrée mais surtout l'adaptation dans le monde du travail pour la plupart des 15-24 ans.

c. Des discriminations qui accentuent le chômage des jeunes

L'OIT indique que 27,4% des jeunes femmes travaillent en 2022, contre 40,3% des jeunes hommes (communiqué de presse de l'OIT du 11 août 2022 : "La reprise de l'emploi des jeunes tarde à se faire sentir"). Cela signifie que les jeunes hommes ont presque 1,5 fois plus de chance que les jeunes femmes d'être employées. D'une manière générale, l'écart entre les sexes « a montré peu de signes de réduction au cours des deux dernières décennies » (Rapport de l'OIT pour la Journée Internationale de la jeunesse en 2022). De plus, d'après le baromètre de la perception des discriminations dans l'emploi réalisé chaque année par l'OIT, le fait d'être en situation de handicap ou de souffrir de maladie chronique multiplie par trois le risque de discrimination au travail. Finalement, selon l'Organisation de coopération et de développement économique (OCDE), les individus issus de l'immigration se trouvent dans une situation souvent désavantageuse sur le marché du travail en raison de discriminations ethniques perpétrées à l'embauche. Ainsi, selon les statistiques de l'OCDE aux Pays-Bas, le taux d'emploi des immigrés est inférieur de près de 15 points de pourcentage à celui des non-immigrés.

2. Un système d'apprentissage inégalement développé dans le monde

a. Un système largement développé dans certains États

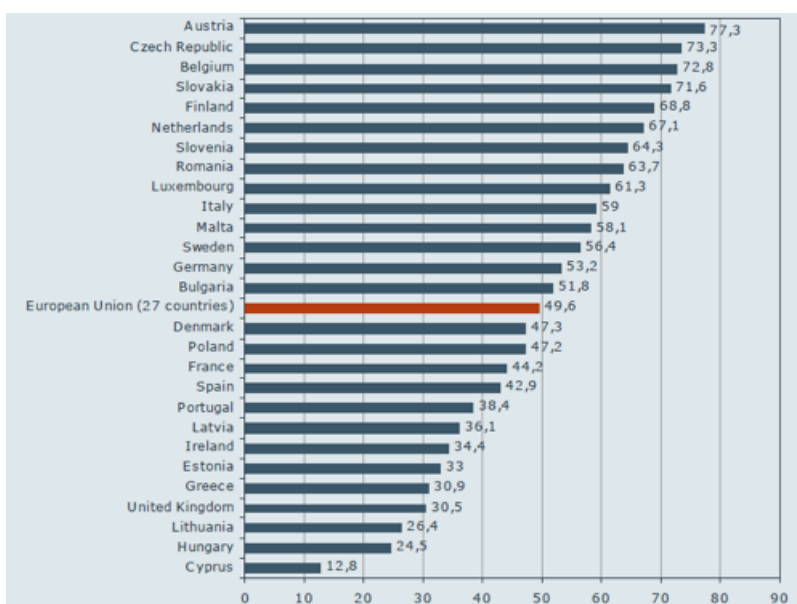


Figure 2 Pourcentage de l'ensemble des étudiants de niveau secondaire (collège/lycée) qui optent pour la formation professionnelle en Europe en 2009, selon Observatoire Compétences-Emplois (OCE)

Certains gouvernements s'appuient sur les programmes d'apprentissage en formation professionnelle pour lutter contre le chômage des jeunes: c'est notamment le cas de nombreux pays européens comme la Belgique, la Slovaquie, la France ou bien encore la Suède. On remarque également que certains pays du Maghreb comme le Maroc ou bien l'Algérie ont eux aussi misé sur ces

programmes pour relancer leur économie et insérer les jeunes dans le monde du travail (voir les rapports de mars 2017 et d'avril 2018 de

l'European Training Foundation : "La formation en milieu professionnel au Maroc" et "La formation en milieu professionnel en Algérie"). Les programmes d'apprentissage sont plutôt bien implantés dans les États les plus développés d'Asie comme en Inde (Rapport du Centre International pour l'enseignement et la formation techniques et professionnels "Promotion de l'enseignement et de la formation professionnel en Inde" mai 2017) ou bien en Chine

FerMUN 2024, Organisation Internationale du Travail

(30,88 millions d'étudiants acquièrent des compétences dans 11.300 institutions d'enseignement professionnel selon le Centre d'Informations Internet de Chine "Évolution importante de l'enseignement professionnel en Chine", avril 2021).

b. D'autres régions commencent à transformer leur système de formation

C'est notamment le cas de l'Amérique latine et des Caraïbes qui ont commencé à développer des programmes de formation professionnelle pour faire face à la crise engendrée par la pandémie de Covid-19. Cependant, les programmes d'apprentissage ne sont pas encore aussi développés que dans d'autres régions et la qualité de leur offre est inégale. De plus, selon l'Institut International de Planification de l'Education certains pays africains, notamment d'Afrique de l'Ouest comme le Sénégal, le Niger ou bien le Burkina Faso transforment leur système de formation pour lutter contre le chômage des jeunes sur le continent puisque les 15-24 ans représentent 20% de la population africaine mais plus de 40% des chômeurs ; et ce avec l'aide notamment de l'OIT mais aussi de la Banque Mondiale.

c. Les formations professionnelles mises à mal par la pandémie de Covid-19

Selon l'OIT, les programmes de formation professionnelle et d'apprentissage ont subi les effets de la pandémie de COVID-19. Au début de la pandémie, peu de pays et de prestataires de formation disposaient d'équipements, de logiciels et de plateformes d'apprentissage à distance ainsi que de ressources pédagogiques suffisantes pour assurer la formation des apprentis. Cela a causé des perturbations importantes dans la formation, en particulier dans l'apprentissage en situation de travail, du fait de la fermeture d'entreprises. Les prestataires de programmes d'apprentissage prennent conscience d'améliorer la capacité d'adaptation de leurs formations pour pouvoir assurer leur stabilité lors de futures crises.

3. L'intérêt des programmes d'apprentissage en formation professionnelle

a. Avantages pour les jeunes et les employeurs

L'apprentissage offre aux jeunes la possibilité d'acquérir une expérience professionnelle valorisante mêlant théorie et pratique tout en obtenant un diplôme d'études. Un contrat de travail doit lier l'employeur et l'apprenti afin que ce dernier bénéficie des dispositions légales et conventionnelles applicables au personnel de l'entreprise. Suivre un programme d'apprentissage permet également de s'insérer rapidement dans le monde professionnel tout en ayant accès à un très large choix de métiers dans des secteurs d'activités variés. L'apprentissage présente aussi des intérêts multiples pour l'employeur. En effet, il bénéficie, à la fin du parcours de formation professionnel, d'un collaborateur directement opérationnel pour l'entreprise puisque l'apprenti a intégré la culture de l'entreprise, et bénéficie d'une solide expérience avec les besoins de celle-ci. Les programmes d'apprentissage permettent également aux employeurs de bénéficier dans un premier temps d'un salarié à coût réduit.

b. Taux de chômage des jeunes et apprentissage sont liés

La baisse du taux de chômage des jeunes repose en partie sur une contribution importante de l'apprentissage. Ainsi, l'Allemagne, dont le taux de chômage des jeunes est le plus faible de l'Union Européenne (5,6% en mars 2023 selon les euro-indicateurs de mai 2023) véhicule un modèle de formation professionnelle par apprentissage admirée par ses voisins. En effet, 47% des cadres Allemands sont issus de la formation par apprentissage puisque les entreprises allemandes qui recrutent des apprentis le font le plus souvent dans la

FerMUN 2024, Organisation Internationale du Travail

perspective d'intégrer des jeunes durablement dans leur organisation. On peut également noter que 86% des élèves allemands en éducation secondaire sont inscrits dans des programmes combinant le travail et l'école facilitant l'insertion sur le marché du travail et diminuant les risques de chômage. (The Conversation, Anne Bartel Radic 12/09/2021 : "Le système d'apprentissage en Allemagne : un modèle de formation ?)

TRAITÉS DE L'OIT ET GRANDS ÉVÉNEMENTS

19/07/1977

Les États qui ont ratifié la Convention concernant le rôle de l'orientation et de la formation professionnelle dans la mise en valeur des ressources humaines, adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa 60^{ème} session en juillet 1977, doivent élaborer des politiques ainsi que des programmes d'orientation et de formation professionnelles. Ceux-ci doivent être établis en particulier grâce aux services publics de l'emploi, une relation étroite entre, d'une part, les structures d'orientation et la formation professionnelles et, d'autre part, l'emploi. ([Convention C142 - Convention \(n° 142\) sur la mise en valeur des ressources humaines, 1975 \(ilo.org\)](#))

06/2005

La **résolution concernant l'emploi des jeunes**, adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa 93^{ème} session en juin 2005 précise que pour traiter l'emploi des jeunes, il faut adopter une approche intégrée, combinant des politiques économiques favorables et des mesures ciblées traitant de la demande et de l'offre de main-d'œuvre, mais aussi de la quantité et de la qualité des emplois. ([Résolutions adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa 93e session \(ilo.org\)](#))

06/2012

La **résolution concernant la crise de l'emploi des jeunes : Appel à l'action**, adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa 101^{ème} session en juin 2012 appelle à mener une action ciblée et immédiate pour combattre la crise de l'emploi des jeunes. La résolution propose un éventail de mesures testées et éprouvées dans cinq domaines : politiques macroéconomiques, employabilité, politiques du marché du travail, entrepreneuriat et droits des jeunes. Elle rappelle notamment la nécessité d'adopter des mesures équilibrées, cohérentes et complémentaires. ([Résolutions adoptées par la Conférence internationale du Travail à sa 101e session \(ilo.org\)](#))

12/11/2013

Le Forum européen de la jeunesse appelle les gouvernements européens à mettre en place un « plan d'urgence pour l'emploi des jeunes », à l'occasion du **Sommet sur l'emploi des 15-24 ans dans l'Union Européenne** organisé à l'Élysée.

16/06/2023

La **Recommandation (n° 208) sur les apprentissages de qualité** adoptée par la Conférence Internationale du Travail à sa 111^{ème} session en juin 2023 encourage la coopération internationale, la diversité des programmes, la mise en place de cadres réglementaires, la protection des apprentis et l'élaboration de contrats d'apprentissage pour assurer et promouvoir des formations d'apprentissage de qualité bénéfiques à la fois pour les

FerMUN 2024, Organisation Internationale du Travail

apprentis et les employeurs. ([Recommandation R208 - Recommandation \(n° 208\) sur les apprentissages de qualité, 2023 \(ilo.org\)](#))

SOLUTIONS POSSIBLES

- Pour développer ces formations d'apprentissage il est essentiel que les États membres renforcent la coopération entre les établissements scolaires, les employeurs et les pouvoirs publics afin de réguler conjointement ces programmes. Les États membres doivent donc élaborer des politiques, ou bien les améliorer pour encadrer ces programmes en prenant en compte ses différents aspects (rémunération des apprentis, aspect théorique, qui peut bénéficier du statut d'apprenti...)
- Une collaboration entre États membres est idéale pour faciliter et développer la mobilité des apprentis comme avec, par exemple, le programme Erasmus européen qui a été ouvert aux étudiants en apprentissage. Des législations ou des programmes communs entre voisins peuvent ainsi permettre de développer les échanges (commerce, main d'œuvre, connaissances...).
- Il est également essentiel de définir rigoureusement le système de rémunération qui s'appliquera aux apprentis pour lutter contre le chômage des jeunes avec, par exemple et comme à l'image de la France, la prise en compte de l'âge, de la progression de l'apprenti dans le cycle de formation, et du salaire minimum en vigueur dans le pays.
- Les programmes d'apprentissage ne doivent pas perpétuer un cycle de discrimination qui limiterait la baisse du taux de chômage dans le pays et empêcherait l'épanouissement des jeunes exclus des formations.

QUESTIONS À CONSIDÉRER

1. Votre pays a-t-il déjà mis en place des politiques pour développer des programmes d'apprentissage ?
2. Si oui, les apprentis ont-ils accès à des formations de qualité avec des rémunérations adéquates ?
3. Les programmes d'apprentissage couvrent-ils suffisamment de secteurs dans votre pays ?
4. Comment moderniser ces programmes pour qu'ils soient adaptables en situation de crise ?
5. Des politiques ont-elles été mises en place pour lutter contre les discriminations au sein des formations professionnelles ?
6. Si oui, sont-elles assez efficaces, comment les améliorer ?
7. Les droit des apprentis sont-ils généralement respectés par les employeurs ?
8. Si non, quelles sanctions peuvent être mises en place ?
9. Les programmes d'apprentissage présentent-ils différents niveaux d'apprentissage pour permettre aux apprentis d'évoluer au cours de leur parcours ?
10. Les centres de formation sont-ils suffisamment nombreux pour assurer le développement des programmes d'apprentissage ?
11. Votre pays collabore-t-il avec d'autres États pour lutter contre le chômage des jeunes ?

FerMUN 2024, Organisation Internationale du Travail

BIBLIOGRAPHIE

Articles sites institutions internationales

[Les programmes de cycle court peuvent contribuer à stimuler l'emploi et la reprise économique dans la région Amérique latine et Caraïbes \(banquemondiale.org\)](#)

[Tendances mondiales de l'emploi des jeunes: La reprise de l'emploi des jeunes tarde à se faire sentir, selon l'OIT \(ilo.org\)](#)

[24. Emploi des jeunes \(Plateforme ressource sur le travail décent au service du développement durable\) \(ilo.org\)](#)

[Développement des compétences: La formation professionnelle mise à mal par la pandémie de COVID-19 \(ilo.org\)](#)

Articles de presse

[L'essor de l'apprentissage explique une grande part de la baisse du chômage en France | Les Echos](#)

[Le système d'apprentissage en Allemagne : un modèle de formation ? \(theconversation.com\)](#)

Rapports

[Développer la formation en apprentissage \(europa.eu\)](#)

Vidéos

[UK Apprenticeships - In a nutshell](#)